

# « Il faut arrêter le déménagement du territoire »

INTERVIEW ■ Gérard Biotteau, PDG du groupe Eram, vient d'écrire à Edmond Alphandéry ■ Il proteste contre les prises de position du gouvernement, décourageantes pour les industriels de la chaussure et de l'habillement

« La Tribune ». - Vous venez d'écrire à Edmond Alphandéry. Quel est le motif de votre colère ?

Gérard Biotteau. - Edmond Alphandéry a écarté l'idée d'un soutien à l'emploi dans les industries de main-d'œuvre. Gérard Longuet a expliqué que, si nous voulions exporter nos Airbus, il fallait bien accepter en échange la « bimbeloterie » asiatique, en particulier les chaussures. Je me demande si ces prises de position sont destinées à décourager définitivement les industriels de l'habillement et de la chaussure qui se battent pour maintenir l'emploi dans la circonscription du ministre de l'Economie. Il y a vingt ans, notre profession a signé une convention collective nationale, afin d'aplanir des disparités de salaires de 10 à 15 % créées par des conventions régionales. Aujourd'hui, ce qui coûte 100 francs en France revient à 10 francs au Maghreb et à 2,40 francs en Asie. Or il n'est évidemment pas question de conventions collectives mondiales.

**Le commerce extérieur français est cependant excédentaire...**

C'est bien le paradoxe : un excédent commercial de 70 milliards de francs et un déficit de 3,5 millions de chômeurs. Il serait temps



Gérard Biotteau, PDG du groupe Eram.

d'établir une balance commerciale en heures de travail. Quand j'exporte 100 francs de chaussures, j'exporte une heure de travail. Quand j'en importe pour 100 francs, j'importe dix heures de travail. Depuis quinze ans, l'industrie française de la chaussure a perdu 50.000 emplois, dont la moitié directement liés aux importations d'Asie.

**Que préconisez-vous ?**

Il est certes très mal vu aujourd'hui de s'en prendre au libre-échange. Toutefois, si nos frontières restent grandes ouvertes, il n'y a d'autre choix que de réduire les coûts salariaux en France ou de multiplier les chômeurs. Edgar Faure avait proposé en son temps

d'instaurer une TVA à l'entrée des produits pour compenser les dégâts causés dans les comptes sociaux par le chômage importé. Il faudrait être très brutal pour compenser les différences de coûts. Lorsque le fabricant français acquitte 100 francs au titre des principales taxes et de l'assurance chômage, l'importateur ne paie que 13,80 francs.

**Avez-vous souffert des dépréciations monétaires en Europe ?**

L'anarchie monétaire en Europe est l'autre explication de nos difficultés. 60 % des importations françaises de chaussures, en valeur, proviennent d'Italie, d'Espagne et du Portugal. Or ces trois pays ont déprécié leur monnaie de 21 %, 26 % et 18 %, au moment où nous avons réussi à redevenir compétitifs face aux producteurs italiens.

**Qu'attendez-vous du gouvernement ?**

Les industries de main-d'œuvre n'ont pas besoin d'assistance. Elles attendent que le gouvernement s'emploie à supprimer les causes de leur massacre. Il s'occupe d'aménagement du territoire à l'horizon 2015. Il devrait arrêter le déménagement du territoire à l'horizon 1995.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-FRANÇOIS COUV RAT